

Action à l'Assemblée générale de Socfin

«**A**ctionnaires de Socfin : Arrêtez les accaparements de terres!», voilà le message que nous avons voulu faire passer ce mercredi lors de l'Assemblée Générale de Socfin au Luxembourg».

Le mercredi 1^{er} juin à 10h, des citoyens et représentants d'organisations belges, françaises et luxembourgeoises ont interpellé les actionnaires du groupe belgo-luxembourgeois Socfin lors de son assemblée générale. Ils ont mené une action de protestation en solidarité avec les communautés affectées, en Afrique et Asie, par les **accaparements de terres** de la firme agro-industrielle.

Après plusieurs requêtes auprès des dirigeants de l'entreprise, les citoyens et les organisations en appellent aux actionnaires du groupe pour **faire respecter les droits fondamentaux** et les droits fonciers des communautés locales. Des actions similaires ont également été menées par les communautés dans plusieurs plantations du groupe.

Socfin est un groupe agro-industriel belgo-luxembourgeois spécialisé dans la culture de palmiers à huile et d'hévéas (pour la production de caoutchouc).

Socfin est détenu à 39% par le groupe français Bolloré (premier actionnaire) et contrôlé par l'homme d'affaires belge Hubert Fabri. Encouragé par la croissance de la demande mondiale d'huile de palme,



Photo © SOS Faim.

Socfin connaît une forte expansion de ses plantations dans une dizaine de pays d'Afrique et d'Asie. Le groupe gère actuellement plus de 180 000 hectares de plantations, ce qui équivaut à plus de 4 500 exploitations belges moyennes.

Cette expansion s'exerce au détriment des communautés locales. Ces terres, utilisées pour l'agriculture familiale, sont généralement acquises avec l'appui des autorités nationales ou locales sans consultation adéquate et consentement préalable des communautés. Au final, **des paysans se retrouvent sans leur principale source**

de subsistance, avec une compensation financière extrêmement faible et n'ont souvent comme seule option que de travailler pour l'entreprise dans des conditions de travail déplorables. Des situations qui dégénèrent souvent en conflits fonciers et sociaux, comme cela a été documenté dans plusieurs rapports d'ONG locales et internationales.

Lors de l'action du premier juin, un document détaillé a été communiqué aux actionnaires, avec les revendications des communautés locales affectées par les plantations de Socfin.

Plus d'infos : www.sosfaim.be